

# LA NOUVELLE RENAISSANCE DES VILLES EUROPÉENNES. DES INNOVATIONS VERS HABITAT II

Rapport de la conférence de la Fondation Européenne pour l'Amélioration  
des Conditions de Vie et de Travail à Dublin en Mars 1996

Par M. **Anestis GOURGIOTIS**  
Amenageur, Urbaniste

Toute intervention sur la ville, que se soit en vue de la réhabiliter ou de la reconstruire, est intentionnée. Les urbanistes tels que Cerdà, Howard, Geddes, Le Corbusier et autres ont été les promoteurs des modèles de ville dont l'objectif était de résoudre les conflits urbains, et de réduire les troubles du fonctionnement de la ville de leur temps.

Aujourd'hui on assiste à une transformation des problèmes urbains dans les villes européennes. L'internationalisation de l'économie et la concurrence entre les systèmes urbains, ont entraînés des troubles de fonctionnement dans la ville actuelle, dont le caractère est très différent de celui que l'on connaissait auparavant. On assiste alors à des phénomènes tels que l'explosion urbaine, la compartimentation du territoire provoqué par le réseau de mobilité, la séparation des fonctions et la dégradation urbaine provoquée par la congestion et le stress de l'environnement, la perte de stabilité et de la cohésion sociale, la consommation et le gaspillage du sol, de l'énergie et des ressources naturelles, l'exploitation sans limites des écosystèmes locaux, régionaux et globaux, pour maintenir l'organisation et la complexité de la ville.

On constate alors que les conflits ne sont seulement que des conflits internes du système urbain, puisque les problèmes en ont dépassé les limites en se reportant sur les écosystèmes locaux, régionaux et globaux.

En 1933, aux pieds de l'Acropole, la Charte d'Athènes a été formulée. C'était le manifeste de l'architecture urbaine pour faire face aux problèmes urbains. Mais les problèmes qui ont été identifiés par ce groupe d'avant garde sont encore avec nous. La perspective fonctionnaliste des villes a été réexaminée et les solutions cohérentes ont été abandonnées et remplacées par des idées pratiques et fragmentées.

Soixante ans plus tard, on ne cherche plus de plan rationnel. On s'intéresse à une participation dans la planification, à la durabilité et à la célébration des diversités. Notre période est marquée par des transformations extraordinaires en matière économique, sociale et environnementale.

Au niveau économique on assiste à la transition de l'ère Fordiste industrielle vers une ère post-industrielle, post-Fordiste. Au niveau culturel on assiste au passage de l'ère culturelle à celle post-culturelle. Au niveau politique il s'agit du passage de l'Etat Providence, à l'Etat basé sur le travail.

En effet on assiste à un remaniement général des façons de faire anciennes et traditionnelles.

**La question qui surgit à travers tous ces changements sociaux, politiques et environnementaux, est de savoir leur impact sur l'espace. On s'intéresse aux dimensions spatiales des changements dans des endroits spécifiques et il est intéressant de savoir d'une part, comment les différentes villes font face à ces nouveaux défis, qui sont en train de surgir dans toute l'Europe, et d'autre part comment ce que l'on appelle les innovations, s'adressent aux éléments clés de ces défis sociaux, économiques et institutionnels.**

## **1. INNOVATION URBAINE : QUEL IMPACT ECONOMIQUE ?**

Le dynamisme entre les forces locales et les forces globales économiques qui décident de l'avenir des villes sur le plan économique, est un des facteurs qui contribue à l'évolution actuelle des tendances. Ainsi nous avons les globalistes selon lesquels la globalisation du capital a détruit les économies intégrées du passé. La destinée des villes selon eux est formée par des liens qu'elles ont avec d'autres endroits. L'économie des villes est de plus en plus déterminée par des forces extérieures et ceux qui s'occupent des politiques locales ont de moins en moins du pouvoir.

De l'autre côté de l'éventail il y a les localistes. Selon eux, la restructuration économique a créé des nouvelles opportunités pour les décideurs locaux, concernant le développement de leurs stratégies locales et l'amélioration de l'avenir économique de leurs villes. Le projet du château de neige, à Kemi en Finlande, va dans ce sens car à travers cette initiative il a réussi à créer une image qui va rester même après la fonte de neiges.

Quelque soit la position que l'on adopte, il faudrait savoir comment les systèmes innovatifs de planification peuvent donner un ensemble complet et correct pour avoir un développement économique durable dans un contexte peu sûr et très compétitif.

Aujourd'hui, malgré la restructuration radicale, nous avons les mêmes problèmes que nous avons eu au moment de la Charte d'Athènes. A ceux-ci viennent de s'ajouter ceux qui sont liés au déclin structurel et économique des communautés, et au désir de reconstruire une nouvelle économie sur la fondation des anciennes économies.

En essayant de résoudre ces problèmes les décideurs locaux ont tendance à réorienter leurs ressources et leurs efforts, pour s'éloigner des innovations générales des politiques, vers une concurrence très dure dans le marketing de leurs villes.

Il y a une très forte compétition pour le capital. Les villes deviennent des centres d'investissement et c'est sur cette base là que leur publicité est faite. Chaque ville a envie de se positionner sur la carte de l'Europe comme étant le coeur de l'Europe, la porte pour l'Europe, ou comme le point d'intersection des grandes routes de l'Europe.

Cette tactique de marketing, de l'endroit ou du lieu, est une partie de la stratégie des villes développées en réponse au projet du marché unique de l'Union Européenne. La conséquence de cette tactique est l'encouragement de la concurrence transnationale au point que cela pourrait prendre une tendance destructrice plutôt que d'être une force progressiste pour beaucoup d'endroits et de groupes sociaux. La concurrence semble avoir éliminé les principes de collaboration. Le point critique est l'environnement de concurrence économique, dans lequel beaucoup des villes sont en train de se débattre.

Il devient désormais indispensable de savoir dans quel mesure les valeurs de l'environnement et les valeurs sociales peuvent être éliminées par les considérations économiques.

## **2. QUELLE TYPE DE PLANIFICATION POUR UNE REELLE COHESION SOCIALE ?**

L'Etat-Providence tel qu'il est né et perfectionné en Europe est aujourd'hui doublement contesté par la mise en place d'un système mondialisé. Ainsi son fonctionnement est mis à mal sur l'ensemble des acteurs économiques, politiques et sociaux. Ce dernier qui est fondé sur le plein emploi est aujourd'hui victime des structures qui ont engendré une bureaucratisation et une

centralisation excessive de la décision. La crise économique qui a réduit les ressources publiques est les rentrées fiscales des Etats Européens, et la privatisation d'une partie importante de leurs activités sous la pression du marché. ont posé le problème de son financement. Moins riche et plus dépensier, l'Etat s'avère désormais incapable de financer l'équité sociale dont il s'était porté le garant. L'Etat-Providence est en train d'être détruit et l'individu doit faire face par ces propres moyens.

Par ailleurs, la croissance des villes a entraîné la modification progressive de l'échelle et de la nature des ségrégations, combinant sous des formes diverses les spécialisations spatiales-fonctionnelles et spatiales- sociales. Des différences peuvent être mentionnés entre les pays ou même aux villes à l'intérieur d'un même pays. Ces différences sont dû à des histoires particulières et des contextes culturels distincts, à des logiques économiques différentes, et aussi à des modes de régulation socio-politiques et spatiaux différents.

Plusieurs recherches récentes ont démontré l'évolution et l'importance de la spécialisation sociale des espaces métropolitains. Ce phénomène de spécialisation des quartiers occupés par des couches sociales marginalisées a fait l'objet des pouvoirs publics depuis plus de vingt ans. Pour mettre fin à cette situation les pouvoirs publics utilisent tout un arsenal d'aides sociales, des actions sur le logement, les espaces publics, les équipements, l'urbanisme. Il est vrai que ces actions sont indispensables car des phénomènes spécifiquement urbains viennent redoubler les mécanismes économiques, sociaux et politiques qui marginalisent ces groupes sociaux. Mais dans la mesure où le taux de groupes marginalisés continuera d'augmenter dans ces quartiers, il est difficile de faire en sorte que ces politiques publiques obtiennent des résultats durables. Ainsi les actions sociales et urbaines contre l'exclusion économique a le mérite de limiter la gravité des symptômes, mais la plus part de ces actions restent assistancielles et mêmes caritatives.

La question que l'on se pose est de savoir comment les planifications innovatrices de l'espace peuvent résoudre ce type des problèmes, et est -ce que les " sous groupes " se trouvent en situation d'impasse?

Il devient de plus en plus indispensable de faire participer les habitants dans les différents projets en cours. Leur participation permet une mobilisation constructive capable de favoriser le dynamisme d'un quartier et lutter contre la logique de l'assistance en formant des citoyens capables de prendre en charge leurs problèmes, cessant de faire partie de la logique clientéliste des revendications, qui n'entraîne qu'un gaspillage des subventions. D'autre part la participation des habitants aux projets entraîne la valorisation des ressources humaines, car ces derniers disposent d'un certain stock de richesses.

Une question qui surgit est celle de l'identité locale et de la culture locale. Il semble que les forces globales d'unification ont été présentées mais elles ont été sous-utilisées. Il s'agit de forces qui célèbrent la diversité post moderne, permettant de mieux connaître les autres qui sont culturellement et socialement différents.

**L'innovation dans la dimension sociale doit trouver le moyen de gérer l'espace de façon à ce que la cohésion sociale en soit le résultat. Mais est-il réaliste de parler de cohésion sociale dans un contexte de diversité croissante des styles de vie? Comment trouver une équation entre l'espace vécu et notre société multiculturelle?**

### **3. PROFIT ECONOMIQUE OU DURABILITÉ ECOLOGIQUE ?**

En matière d'environnement, on assiste, comme il a été dit précédemment à une évolution de ce concept vers un sens moins restrictif et plus holistique. Le sens restrictif englobe les qualités physiques, paysagistiques et architecturales des espaces urbanisés. Il tient compte de la qualité de l'espace bâti et bien sur de la qualité de l'air, de l'eau et de la gestion énergétique.

La tendance actuelle se rapproche plus au sens holistique de l'environnement qui comprend, en dehors des valeurs précédentes, la dimension socio-économique et culturelle qui soutient la vie urbaine.

Dans cette approche holistique, le mot environnement devient plus riche de sens, plus politique mais peut-être moins opérationnel.

Concernant le défi environnemental, un grand nombre d'idées innovatrices ont été présentées, sur la durabilité écologique au niveau de l'administration locale (l'exemple de Strasbourg et de Barcelone), et sur les initiatives de recyclage des déchets à l'échelle du quartier.

La question de durabilité est devenue une question très importante dans les différents Etats Européens. Mais il y a des grandes différences dans la façon dont on interprète la notion de durabilité.

Quelque soit la diversité, il y a un thème qui est commun et qui motive beaucoup d'initiatives. Il faut traiter l'environnement comme un bien, sur lequel on peut mettre un prix et que l'on peut promouvoir comme s'il faisait partie de la publicité d'une ville. Ainsi l'environnement acquiert une valeur et il participe à l'amélioration de l'image de la ville propice aux investisseurs et au tourisme. Cette idée a été bien exposée par l'Allemagne avec le lancement du concours pour l'environnement.

La notion de durabilité entraîne des améliorations de l'environnement seulement quand les gens tiennent compte du bénéfice économique. Un exemple est donné par la politique de transport de certaines villes qui cherchent à trouver des investissements pour financer des projets d'infrastructure qui leur permettront d'être d'avantage au centre du marché européen. Le cas d'Helsinki mais aussi d'autres exemples expriment bien cette idée, c'est à dire que ce qui motive et ce qui crée l'initiative est le potentiel de développement économique plutôt que le désir de protéger l'environnement.

La question qui surgit est comment les ressources naturelles et l'environnement naturel peuvent être préservés tout en bâtissant un développement économique?

Les critères et les objectifs qui seront choisis doivent rechercher l'obtention d'une ville durable d'un point de vue social, économique et de l'environnement en réduisant les troubles du fonctionnement de la ville existante et en évitant ces troubles potentiels dans la ville.

Le modèle de ville correspondant aux éléments mentionnés ci-dessus selon Dr Salvador Rueda, est la ville méditerranéenne compacte et dense avec une continuité formelle, caractérisée par la multifonctionnalité et l'hétérogénéité.

C'est un modèle qui permet de concevoir une augmentation de la complexité de ces parties internes, qui est la base pour obtenir une vie sociale jouissant d'une cohésion et d'une plate-forme compétitive, tout en économisant le sol, l'énergie et les ressources matérielles, et en préservant les systèmes agricoles naturels. Ce modèle correspond parfaitement au premier objectif de la ville qui est d'augmenter les probabilités de contact, d'échange et de communication entre les diverses personnes, activités, associations et institutions sans compromettre la qualité de vie urbaine et celles des écosystèmes périphériques, régionaux et mondiaux.

Ceci dit, le modèle d'aménagement du territoire proposé, est le maintien d'une certaine structure et d'un niveau d'exploitation soutenable des systèmes non urbains (ruraux et naturels) ainsi que d'une ville compacte et diverse sur tous les aspects dans les systèmes urbains.

La ville compacte contrairement à la ville diffuse, peut augmenter, avec une consommation énergétique et spatiale moindre, le nombre potentiel de contacts. Autrement dit elle peut augmenter la complexité de la ville en diminuant le nombre des véhicules circulants.

Dans la ville compacte où le nombre de porteurs d'information est élevé en nombre et en diversité, les problèmes se réduisent, car la ville devient une donneuse d'opportunités, échangeuse d'informations contrôleuse d'avenir, parce qu'elle engendre la stabilité dans la portion du territoire en question. Les systèmes composés de parties hétérogènes contiennent plus de circuits récurrents régulateurs.

Le mélange des gens dans un même espace, comme on le voit à l'Ensanche à Barcelone, où les revenus, les métiers, les diplômes, les activités, les institutions, coexistent dans un même bâtiment

dans des zones proches, est une garantie de survie pour ces systèmes parce qu'ils offrent une bilité, une cohésion sociale et une maturité.

#### **4. UN DEFI INSTITUTIONNEL: REPONSE AUX NOUVEAUX BESOINS E LA VILLE.**

On sait très bien que les villes ont été associées à la notion de gouvernance. La structure de tat-Providence a été remplacé par d'autres systèmes de gouvernance. Il y a une fragmentation plus en plus grande des agents des responsabilités dans les Etats Européens. Il s'agit d'un processus de privatisation des fonctions de gouvernance. La dérégulation et la rerégulation de rtaines activités économiques qui étaient entreprises par des agents gouvernementaux sont aujourd'hui données à des entreprises privées ou à des individus.

Pour certains, celui-ci est un processus qui fait décroître le pouvoir de l'Etat et fait disparaître spect politique de la ville. Certains voient le processus comme un changement de "anagerialisme" à " l'entrepreneurialisme". Ce processus confus et complexe résulte non ulement de la fragmentation des activités de gouvernance mais aussi de la destruction de rtaines formes établies de représentation politique, des réseaux et des associations.

La question que l'on se pose est comment un processus cohérent de prise de décision peut-être rticisé dans le contexte de fragmentation accrue des responsabilités ? Comment des processus de rticipation démocratique peuvent-ils être établis dans le contexte d'un système exclusif de uvernance ? Est-ce qu'une gestion urbaine efficace peut-être réalisé dans le contexte du rôle angeant de l'Etat qui devient de plus en plus facilitateur plutôt que la source de tout ?

L'ensemble de ces questions entraîne une autre problématique qui est celle de savoir si le bon écanisme institutionnel est en place pour permettre des approches innovatrices pour relier les ojectifs économiques avec les préoccupations sociales et écologique, et pour permettre des itiatives tels que l'enfant comme planificateur, les projets d'habitat par des femmes, et aussi our que cela puisse être reproduit partout ailleurs.

Confrontés à des difficultés de plus en plus grandes pour maîtriser le changement et le vveloppement urbain, les urbanistes et les responsables politiques semblent être obligés abandonner les instruments classiques de contrôle et d'intervention des pouvoirs publics. Ces spositifs ont bien montré la limite de leur efficacité, à cause d'une mauvaise adaptation au ntexte actuel très complexe de nos villes.

Pour répondre aux nouveaux besoins de la ville, le changement de la conception de ntervention publique, apparaît nécessaire. Il s'agit là, de la mise en cause du principe de naitrise" de la ville. Etant donné que les villes sont des systèmes complexes, déterminées à la fois r des phénomènes internes et externes, les responsables publics ne peuvent pas prétendre à une omination totale des phénomènes urbains. Leur rôle serait plutôt de "guider" des ansformations, et de "réguler" des fonctionnements. Cette nouvelle approche de l'urbanisme end source dans les développements récents des sciences de la gestion, de l'information et de la cision.

Dans le contexte actuel, caractérisé par la complexité des villes, et l'incertitude de l'avenir, la nification urbaine, ne pouvant plus prétendre être prévisionnelle, programmatique, et stématique, doit essayer de se construire sur une base d'une rationalité limitée en univers certain.

La leçon très importante tiré par cette conférence est le suivant:

*L'avenir des villes dépend des forces structurelles qui souvent fonctionnent sous un contrôle qui est pas seulement local. Pour les communautés innovatrices, il y a toujours des possibilités influencer et de changer le cours des événements pour qu'ils s'accordent à leur priorités, et à leurs pirations, et pour que ceux qui ont le pouvoir soient à l'écoute de ceux qui ne l'ont pas.*